

Marche pour le changement à Madrid

Partage international n° 319 - Mars 2015

Près de 300 000 partisans de Podemos¹, le parti de gauche qui menace le système bipartite de l'Espagne, ont défilé dans le centre de Madrid, le 31 janvier 2015, dans une démonstration de force au début d'une année électorale chargée.

Cette marche a été la plus importante organisée par Podemos depuis son apparition sur la scène politique espagnole en mai 2014, quand il a obtenu près de 8 % des voix aux élections européennes.

Ce fut donc la plus grande manifestation de soutien au parti anti-austérité Podemos, dont la popularité croissante et la politique ont des similitudes avec Syriza en Grèce.

La foule scandait : « *Oui, nous pouvons* » et « *tic-tac, tic-tac* », pour suggérer que le temps est compté pour les deux principaux partis politiques de l'Espagne.

La marche du samedi s'est terminée sur la Puerta del Sol, la place de Madrid qui était devenue le centre du mouvement des jeunes 15M² qui voulait réformer le système politique de l'Espagne en mai 2011. Podemos est en tête des sondages pour les élections locales, régionales et nationales de cette année.

L'Espagne sort de sept ans de crise. C'est l'une des économies les plus dynamiques de la zone euro, mais si la récession est derrière elle, il reste encore à soulager la souffrance de vastes pans de la population, dans un pays où le chômage touche un quart des actifs.

La progression du parti est grandement due au charisme de son chef qui porte une queue de cheval, Pablo Iglesias, 36 ans, professeur de sciences politiques. Originaire du quartier ouvrier de Vallecas à Madrid, P. Iglesias préfère le jean et la chemise à manches roulées au costume cravate, et c'est le champion des slogans comme « *l'Espagne est gérée par les majordomes des riches* », ou « *l'économie doit servir le peuple* ».

« *Nous voulons le changement* », a déclaré P. Iglesias

à la foule derrière une banderole qui disait « *L'heure est venue, c'est l'année du changement et nous allons gagner les élections.* »

P. Iglesias a promis que Podemos évincerait bientôt le Parti populaire (PP) du pouvoir. Il a accusé le gouvernement de M. Rajoy de « *vouloir humilier notre pays avec cette escroquerie qu'ils appellent l'austérité* ».

Rita Maestre, cadre de Podemos, a déclaré que leur but était de montrer que le parti est l'instrument du changement. « *Nous avons appelé à manifester dans l'espoir d'allumer la flamme.* »

« *Les gens en ont assez de la classe politique* », déclare Antonia Fernandez, une retraitée de 69 ans de Madrid, qui s'est rendue à la manifestation avec sa famille. Son mari et elle vivent à deux avec une pension de 700 euros par mois. Elle explique qu'elle votait habituellement pour le parti socialiste, mais qu'elle avait perdu la foi dans sa capacité à gérer la crise économique et dans sa politique d'austérité. « *Si nous voulons avoir un avenir, nous avons besoin d'emplois* », affirme-t-elle.

« *La classe politique a perdu toute crédibilité* », lance Marcos Pineda, 54 ans, tourneur au chômage : « *Le PP au pouvoir voit son ancien trésorier en prison pour corruption et les banques ont été renflouées par 40 milliards de fonds européens, mais le gouvernement a refusé d'avouer qu'il s'agissait d'un plan de sauvetage.* »

Selon Angeles Buj, 61 ans, la reprise économique « *bénéficie davantage à nos dirigeants politiques corrompus, mais n'apporte rien à ceux qui ont vraiment souffert dans cette crise* ».

A. Buj, qui brandissait une pancarte : « *Oui, unis, nous pouvons* », indique qu'elle se trouve « *parmi les chanceux qui ont un travail* », mais qu'elle votera pour Podemos car « *il est temps de donner une certaine dignité au peuple espagnol* ».

Espagne

Sources : El País, ABC, Espagne ; The New York Times, Associated Press, E-U

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans

le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs

gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)